

Déclaration de l'ADECR 94, Association Départementale des Elus Communistes et Républicains:

SQUAT DE CACHAN

L'expulsion n'a rien réglé, au contraire, l'Etat doit sortir de l'hypocrisie et construire de vraies solutions

Les élus communistes et républicains du Val-de-Marne ont dès le début, apporté leur appui aux familles évacuées manu militari du CROUS de Cachan, pour une solution juste et humaine.

Rappelons que la décision du Ministre de l'intérieur d'utiliser la force publique le 15 août est intervenue alors que des négociations de relogement et de régularisation étaient volontairement en panne depuis plusieurs mois.

Trois semaines après l'expulsion décidée par le gouvernement pour attiser les haines et les divisions à la veille des présidentielles et pour récupérer les voix d'extrême droite, rien n'est réglé.

Au contraire, les familles expulsées ont vu leurs problèmes s'aggraver. Celles qui avaient obéi aux injonctions d'aller dans les hôtels pour quelques jours, ont eu les pires problèmes pour payer les repas, s'occuper des enfants. Celles qui avaient trouvé refuge dans un gymnase de Cachan sont dans des conditions très inconfortables. Tous sont soumis à des contrôles policiers lors de leurs déplacements. Des interpellations ont lieu.

Un enfant de deux ans a été séparé et mis en pouponnière pendant que ses parents étaient placés en centre de rétention.

Jamais on avait attaché si peu de volonté à régler humainement leur situation.

Convergeant avec les positions des églises catholiques et protestantes, avec l'ensemble des Maires de gauche du Val-de-Marne rassemblés par Christian Favier, nous avons rappelé les droits fondamentaux au logement, à des papiers, à l'accès à l'école.

L'Etat a pris la décision d'expulser : c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités pour reloger, pour régulariser la situation administrative de ces familles souvent venues en France contraintes par la guerre ou le sous développement dans leur pays.

Il paraît que M. Sarkozy a fait rire tout un aéropage du Medef en disant il y a quelques jours que désormais, l'expulsion étant faite, les Elus du Val-de-Marne n'avaient qu'à se débrouiller.

L'Association des Elus communistes et républicains dénonce cette attitude indigne qui prouve bien l'intérêt du patronat à ne pas voir régulariser les sans papiers - ce qui leur apporte en pâture des salariés sans droits et sans limite d'exploitation. Cela fait craindre le pire avec la loi sur l'"immigration choisie".

L'ADECR veut souligner aussi que l'Etat doit reprendre de véritables discussions à l'échelle des 8 départements d'Ile-de-France pour des solutions de relogement. Le Préfet de Région est saisi. Il renvoie vers le Préfet du Val-de-Marne, qui lui se cache derrière des arguments judiciaires.

Il faut arrêter ce jeu hypocrite et indigne de notre pays. Le mouvement d'opinion s'élargit : des personnalités du monde sportif et artistique s'émeuvent. Alors que l'Etat comptait sur un isolement, les solidarités s'amplifient.

Mais le temps presse pour les familles, les enfants, qui ne vivent plus et qui s'angoissent.

Les Elus communistes et républicains exigent d'urgence :

- la mise à disposition par l'Etat d'un hébergement décent et collectif, sur un site disponible de sa responsabilité. Les Maires de Cachan, Limeil Brévannes et le Président du Conseil général ont fait une proposition à envisager sans délai

- la réouverture de discussions avec les médiateurs pour permettre la régularisation des personnes issues du squat de Cachan qui, pour la plupart travaillaient, et qui, depuis de nombreuses années ont fait part de demandes significatives de leur volonté d'intégration

- la mise en oeuvre de relogements durables pour les familles, à l'échelle régionale en associant les élus afin que l'effort soit partagé par tous notamment par les villes égoïstes qui n'ont pas encore appliqué la loi SRU sur le logement pour tous.

Les élus communistes et républicains poursuivront parallèlement leur action pour un monde de paix et de développement partagé afin que cessent dans les pays du sud des exodes non volontaires de si nombreuses familles poussées à partir à tout prix parce que la situation est devenue invivable en raison des conflits et des famines.

Face à cela, les règlements européens, les accumulations de lois en France qui restreignent l'immigration sont illusoire et hypocrites : la France et l'Europe doivent relancer en grand la coopération avec les pays en développement pour qu'ils s'en sortent et que l'on puisse y vivre décemment. C'est la vraie solution durable, réaliste et humaine.

Vitry, le 6 septembre 2006